

Vincent Veschambre

CARTA - UNIVERSITÉ D'ANGERS
ESO - UMR 6590 CNRS

Le texte ci-joint présente la déclaration d'intention proposée par une équipe pilotée par des chercheurs d'ESO dans le cadre de ACI espace et territoire: identité, mise en mots et mémoire de l'habitat populaire urbain

La déclaration d'intention de recherche sur Identités, mises en mots et mémoire de l'habitat populaire urbain associe des géographes de l'UMR 6590 "Espaces géographiques et sociétés" et des sociolinguistes de l'équipe de recherche sur la diversité littéraire et linguistique du monde francophone (Rennes II), ainsi qu'une historienne du CHRISCO, Centre de recherches historiques sur les sociétés et cultures de l'ouest européen (Rennes II). Elle a été retenue et financée dans le cadre de l'action concertée incitative (ACI) "espace et territoire", lors de la campagne 2003, pour une période de deux ans, dans l'optique de nous laisser le temps de formuler un projet finalisé.

Cette déclaration d'intention avait pour objectif principal de travailler à la construction conjointe d'un objet de recherche, l'habitat populaire, saisi de manière privilégiée dans sa dimension spatiale, mais aussi dans sa dimension historique et langagière. Nous avons donc répondu dans l'esprit de cette ACI, en terme de construction interdisciplinaire. Ce que nous pouvons expliciter en reprenant les termes de l'appel à projet.

Un projet de recherche interdisciplinaire

« Promouvoir la dimension spatiale de l'action humaine »

Pour reprendre les termes de l'ACI espace et territoire, il s'agit en effet de "Promouvoir la dimension spatiale de l'action humaine, tant au niveau des individus, de leur construction et de leurs identités que des groupes, des organisations, des cultures et des sociétés".

Cette sensibilité à la dimension spatiale est présente dans les différentes approches disciplinaires

représentées au sein du groupe et semble représentative de cette montée en puissance de l'intérêt pour l'espace au sein des sciences sociales.

C'est tout d'abord le cas en sociolinguistique urbaine, qui très tard venue dans le champ disciplinaire, introduit fortement la réflexion sur l'espace au sein de la sociolinguistique. Dans la sociolinguistique "classique", il s'agit d'étudier la covariance langue/société, sans problématiser la ville: l'espace apparaît comme un donné. En sociolinguistique urbaine, on considère que l'espace est un produit social, que la dénomination, la désignation de l'espace concourent à le produire socialement. Plus largement, cela renvoie à l'idée selon laquelle les locuteurs produisent en discours des espaces urbanisés.

La sociolinguistique urbaine, telle que Thierry Bulot a largement contribué à la promouvoir, emprunte à la géographie sociale notamment la définition de territoire, les rapports entre espace vécu et espace perçu, les structures socio-spatiales (Bulot, En amont de la construction territoriale, elle s'interroge sur la manière dont les locuteurs d'une ville s'approprient et hiérarchisent les lieux qu'ils s'attribuent ou attribuent aux autres, sur la manière dont on s'approprié les lieux à travers la langue. Par son recours méthodologique à l'analyse de discours, elle questionne la mémoire urbaine dans ses rapports complexes aux parures.

Depuis bientôt 25 ans, la géographie sociale a contribué à cette révolution épistémologique de la discipline, qui a déplacé l'objet de recherche de l'espace à la société. Ce qui par diffusion au sein de l'ensemble de la discipline a permis à la géographie de s'inscrire pleinement au sein de ces sciences sociales qui prennent désormais au sérieux la spatialité (comme rapports à l'espace) et la dimension spatiale¹

Cette dernière expression, qui se diffuse au sein de la discipline et bien au-delà comme en témoigne la for-

1- Se référer par exemple à l'appel à communication du colloque "espace et sociétés aujourd'hui: la géographie sociale dans les sciences sociales et dans l'action", 21 et 22 octobre 2004.

mulation de l'appel à projet, exprime clairement que l'espace est une dimension du social, ce qui évite bien de le réifier et de l'autonomiser, et de placer sur le même plan que la société (Veschambre, 1999). Dans son approche de la manière dont les individus et sociétés se construisent et se reproduisent dans la dimension spatiale, en s'appropriant des espaces aux ressources inégales, la géographie sociale est sensible à la désignation, à la mise en mot de l'espace, dont l'impact sur la construction des représentations et au final de l'espace matériel lui-même, apparaît essentiel.

D'où la rencontre avec les sociolinguistes urbains, dont les concepts et méthodes d'analyse de la mise en mot sont indispensables pour comprendre la manière dont le langage contribue à la construction sociale de l'espace et à son appropriation symbolique. Géographes et sociolinguistes auront ainsi l'occasion d'approfondir conjointement la question des rapports à l'espace, sous l'angle des constructions mémorielles, identitaires et des modes d'appropriation de l'espace.

Cette interrogation sur les modes d'appropriation de l'espace, qui est commune à la géographie sociale et à la sociolinguistique urbaine, rencontre les traces, les marques langagières ou plus largement les signes qui légitiment une appropriation : signalisation urbaine, inscriptions murales, mais aussi formes architecturales et héritages patrimonialisés. C'est la question de la mémoire, matérialisée dans l'espace, qui devient centrale dans une telle réflexion. De quelle manière peut-elle être convoquée pour légitimer une appropriation de l'espace et plus largement une existence sociale. Et quelles sont les traces mémorielles légitimes pour un tel processus d'appropriation ?

D'où la rencontre également avec des historiens, avec lesquels il est possible d'envisager une réflexion sur la dimension spatiale de la construction mémorielle.

Au final, cette démarche qui associe ces trois disciplines doit nous permettre de progresser dans une approche théorique de la dimension spatiale du positionnement social.

« Faire se rencontrer et dialoguer différentes approches de l'espace »

Lors de nos trois premières rencontres, nous avons commencé à interroger les différentes conceptions de l'espace que nous portons dans nos disciplines et plus précisément dans nos "courants disciplinaires", de la

géographie sociale et de la sociolinguistique. C'est ainsi que les géographes ont questionné l'adjectif urbain accolé à sociolinguistique : n'est-ce pas une manière de dire "spatial" sans pour autant l'afficher ? Le spatial étant a priori inscrit dans la démarche sociolinguistique, mais sans qu'il soit vraiment interrogé, il apparaît en fait difficile de le revendiquer comme tel.

Nous avons également commencé à travailler l'analogie possible entre espace et langage qui sont structurants pour nos deux disciplines : un tel rapprochement est éclairant notamment parce qu'il est beaucoup plus facile de faire passer l'idée d'un langage comme construction sociale que d'un espace construit lui aussi socialement.

Un travail conjoint autour de l'habitat populaire

Cette forte motivation pour mener un travail interdisciplinaire s'est cristallisée autour de l'habitat populaire, dans le cadre de l'une des quatre thématiques de l'ACI espace et territoire : "l'habiter".

- Habitat populaire et assignation à résidence

Nous avons choisi de parler d'habitat populaire plutôt qu'habitat des pauvres, afin d'envisager plus largement les populations dont le champ des possibles et les ressources symboliques en matière d'habitat sont limitées. Ou en d'autres termes, pour nous intéresser à ceux qui ne maîtrisent pas leur habitat et leur lieu de résidence, que ce soit dans le logement social ou dans les différentes formes d'habitat précaire, selon les époques et les contextes sociaux dans lesquels nous nous situons. Même s'il ne s'agit pas de nier les capacités des catégories populaires à développer certaines formes d'appropriation de l'espace résidentiel. Dans notre approche de l'habitat populaire, la clef de lecture est donc celle de la domination plutôt que celle de la pauvreté. En outre, l'adjectif populaire renvoie à des caractéristiques culturelles, rapport à l'oralité, à des modes d'habiter, importance conférée aux liens domestiques et aux relations de voisinage (Hoggart, 1970). Le fait d'habiter ne se résume pas à la matérialité du logement mais intègre plus largement les liens tissés avec son environnement (Zeneidi-Henry, 2002).

- Mise en mot et mémoire de l'habitat populaire urbain

À travers le premier, intitulé "habitat populaire : inscription spatiale et placement social", il s'agit de

repérer comment, par leurs pratiques langagières, les catégories populaires marquent et s'approprient des espaces, et comment elles se démarquent tout en étant stigmatisées. Il s'agit aussi d'évaluer l'efficacité sociale des discours sur l'espace urbain dans l'identification de "quartiers populaires". Proposer une analyse de "la mise en mots" de l'habitat populaire revient à jouer sur les formes de paroles, celles des populations et celles des responsables qui font la ville. Des réflexions conjointes sur la toponymie et la signalétique pourront servir de point de départ à ces regards croisés des différentes disciplines, "dans la mesure où les dénomination et désignation des entités urbaines questionnent d'évidence la mise en mots de l'espace" (Bulot, 2004).

Cette interrogation sur la fabrique des lieux de pauvreté doit intégrer la dimension temporelle et est inséparable d'un travail sur la mémoire. Le second volet concerne donc la "mémoire et l'identité de l'habitat populaire", la revendication de la mémoire étant posée d'emblée comme un enjeu social d'appropriation symbolique (ou identitaire) de l'espace et de visibilité sociale dans la dimension spatiale. Les discours sur la ville et les opérations d'urbanisme tendent fréquemment à faire disparaître ces "lieux de mémoire" de la pauvreté, à les requalifier au profit de catégories sociales aisées ou à les muséifier. Ce qui en dit long sur les représentations de la pauvreté par ceux qui font la ville et sur la difficulté des plus pauvres à accéder à la construction sociale d'un patrimoine (Verret, 1995). Travailler sur la relation entre l'habiter et les mémoires collectives rejoint la thématique des politiques patrimoniales et peut se décliner en termes de minorations, dénégations, revendications.

En France, l'actualité de l'habitat populaire est celle du renouvellement urbain ou en termes moins technocratiques, celle de la démolition du logement social. Cette phase de démolition/reconstruction pose à nouveau la question de la maîtrise de leur logement par les habitants concernés, et renvoie à la question de la mémoire de l'habitat social et des populations qui l'ont habité et qui l'habitent encore.

Trois grands types de terrains : l'Ouest de la France, le monde anglo-saxon et l'Algérie

L'étude portera sur quatre villes de la France de l'Ouest (Angers, Caen, Le Mans, Rennes) pour les-

quelles nous avons déjà une connaissance des archives et du terrain, ainsi qu'une expérience de travail comparatif dans le cadre du programme consacré aux politiques patrimoniales de l'UMR ESO. Le terrain de Rouen, sur lequel T. Bulot a déjà réalisé un travail approfondi, servira de point d'appui. Le terrain rennais sera commun aux sociolinguistes, aux géographes et à notre collègue historienne.

Ville emblématique des processus d'effacement de la culture ouvrière et de la gentrification des espaces anciennement ouvriers, Glasgow fera l'objet de travaux complémentaires de la part d'E. Sabot.

Étudiée conjointement par M. Gravari-Barbas et C. Pihet, Baltimore a été retenue pour les Etats-Unis : les quartiers anciennement industriels et plus largement les quartiers noirs seront spécifiquement envisagés. Les travaux menés par B. Raoulx à Vancouver et prochainement à Richmond serviront de points de comparaison.

Enfin, deux enquêtes menées par des sociolinguistes du CREDILIF sont en cours à Alger, dont l'une concerne plus particulièrement la signalétique urbaine. La ville d'Annaba, pratiquée depuis plusieurs années par les collègues caennais, pourra servir également de point de référence.

Conclusion

Dans ce projet sur la dimension spatiale des constructions identitaires et de la mémoire, c'est au final la question de la lisibilité des rapports sociaux qui est posée. À travers ces luttes pour le marquage et l'appropriation de l'espace résidentiel, entre mise en mot et revendications mémorielles, se joue en partie le statut social de ces catégories populaires.